

Communiqué aux médias

Dübendorf, St-Gall, Thoune, 19 février 2014

Inquiétude pour l'avenir de la coopération en recherche avec l'UE

L'Empa soutient la lettre ouverte des hautes écoles au Conseil fédéral

Après le oui à l'initiative contre l'immigration de masse, les hautes écoles suisses ont adressé une lettre ouverte au Conseil fédéral afin qu'il prenne toutes les mesures possibles pour que la Suisse puisse participer en tant que membre à part entière aux programmes de l'UE « Horizon 2020 » et « Erasmus+ ». L'Empa soutient cet appel.

Les représentants des universités, des EPF, des académies, des hautes écoles spécialisées et des hautes écoles pédagogiques se disent conscients que le sauvetage de la participation suisse à ces programmes n'est qu'une petite partie d'un problème bien plus large pour la Suisse. Toutefois, le Conseil fédéral devrait prendre conscience qu'il y a là urgence pour les chercheurs suisses, comme l'a relevé le président de la conférence des recteurs des universités suisses (Crus), Antonio Loprieno, lors de la conférence de presse qui s'est tenue à Berne.

L'Empa serait touchée par des restrictions

Le directeur de l'Empa, Gina-Luca Bona, déclare à ce sujet: «Pour nous, l'UE est un nos partenaires principaux dans nos collaborations de recherche – tout comme pour nos clients que sont les PME suisses. Et il s'agit là aussi d'argent: l'Empa touche chaque année 10 millions de francs des fonds de promotion de la recherche de l'UE – ce qui, comparé aux 98 millions que nous octroie la Confédération, représente un montant supplémentaire important de 10 pour-cent. La suppression de cette contribution nous restreindrait sensiblement dans notre travail.»

Par son personnel aussi, l'Empa est étroitement liée aux milieux scientifiques internationaux: 60 pour-cent des chercheurs de l'Empa possèdent un passeport suisse, 30 pour-cent sont originaires de pays de l'UE et 10 pour-cent de pays extra-européens. A l'Empa, comme dans toute institution scientifique, les fluctuations de personnel sont importantes, et l'obligation de déposer une demande pour chaque nouveau collaborateur étranger rendrait son travail notablement plus difficile.

«La situation n'est pas bonne mais peut-être tout de même résoluble», tel est le bilan de la situation que dresse Gina-Luca Bona après cette votation populaire. Il ne remet en aucun cas en question l'objectif primordial de l'Empa qui est de préparer aujourd'hui les innovations de demain pour l'industrie: «Nous sommes tributaires de la collaboration internationale et nous nous devons d'entretenir des échanges avec

les meilleurs chercheuses et chercheurs – sinon notre travail perdra son intérêt pour l'industrie suisse qui doit faire face à une concurrence globale.

L'inquiétude des EPF et du Fonds national suisse

Le recteur de l'EPF de Zurich, Ralph Eicher, a aussi exprimé son inquiétude pour la compétitivité de la Suisse. «Pour cela nous devons attirer les meilleures gens et montrer aux autres que nous sommes bons». La qualité d'une institution de recherche se mesure aujourd'hui pour une bonne part à son succès dans la concurrence pour la participation aux programmes de recherche de l'UE. Le président du Conseil de la recherche du Fonds national suisse (SNF), Martin Vetterli, craint qu'après «cette catastrophe» la place scientifique suisse ne puisse conserver la haute qualité qui était la sienne jusqu'ici.

A la mi-février 2014, l'Union européenne a gelé la participation de la Suisse au programme cadre de recherche «Horizon 2020» et au programme des échanges d'étudiants «Erasmus+». La Commissions de l'UE avait lié la participation de la Suisse à ces programmes à l'élargissement à la Croatie de la libre circulation des personnes. Cette lettre ouverte a été signée par les recteurs des universités, des EPF, des hautes écoles spécialisées et des hautes écoles pédagogiques..

(Source: sda, Empa)

Rédaction / Contact médias

Rainer Klose, Empa, Communication, tél. +41 58 765 47 33, redaktion@empa.ch